

3.2

Réglementation

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Aucune information.

3.2.2 Publication

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites - Modifications relatives à la garde

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites.*

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, chapitre V-1.1, et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean
Directrice de l'encadrement des intermédiaires
Autorité des marchés financiers
Tél. : 514 395-0337, poste 4801
Sans frais : 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Le 14 mars 2019

Avis de publication des ACVM

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Modifications relatives à la garde

Le 14 mars 2019

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) mettent en œuvre des modifications (les **modifications relatives à la garde**) à certaines dispositions du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**) qui se rapportent à la garde.

Les modifications relatives à la garde ont été ou doivent être mises en œuvre par tous les membres des ACVM. Dans certains territoires, leur mise en œuvre nécessite l'approbation ministérielle. Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, elles entreront en vigueur le **12 juin 2019**. On trouvera de plus amples renseignements à l'Annexe A du présent avis.

Objet

Les modifications relatives à la garde visent à continuer à harmoniser les pratiques de garde autorisées en vertu de l'article 14.6.1 du Règlement 31-103 avec les pratiques de garde similaires permises pour les fonds d'investissement en vertu du paragraphe 2 de l'article 6.8 du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le **Règlement 81-102**). Ce paragraphe vise les actifs détenus à titre de marge pour les opérations sur dérivés à l'extérieur du Canada.

Les modifications au paragraphe 2 de l'article 6.8 du Règlement 81-102 sont entrées en vigueur le 3 janvier 2019 dans le cadre de la mise en œuvre de la phase finale du projet de « Modernisation de la réglementation des produits de fonds d'investissement » des ACVM, qui porte sur l'établissement d'un encadrement réglementaire des organismes de placement collectif alternatifs (les **modifications au Règlement 81-102**).

Une fois mises en œuvre, les modifications relatives à la garde conféreront à tous les clients et fonds d'investissement des sociétés inscrites la même capacité de déposer des actifs auprès de certains courtiers à l'égard de dérivés de gré à gré compensés.

Contexte

Le 25 octobre 2018, nous avons publié pour consultation le projet de modification (le **projet d'octobre 2018**) pour une période de 60 jours qui a pris fin le 24 décembre 2018. Aucun mémoire ne nous a été soumis. Nous n'avons apporté qu'un seul changement au projet de modification, pour indiquer la référence exacte de la définition de l'expression « chambre de compensation réglementée ». Comme ce changement ne nous semble pas important, nous ne publions pas les modifications relatives à la garde de nouveau pour consultation.

Résumé des modifications apportées au Règlement 31-103

Les modifications visent l'article 14.6.1 du Règlement 31-103.

Nous y avons ajouté les définitions des expressions suivantes :

- « chambre de compensation réglementée »;
- « dérivé visé compensé ».

Nous avons modifié le paragraphe 2 de l'article 14.6.1 afin de permettre aux clients ou aux fonds d'investissement d'une société inscrite de déposer des fonds ou des titres auprès de membres de chambres de compensation réglementées à titre de marge pour certaines opérations à l'extérieur du Canada.

Nous avons modifié les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 14.6.1 pour assujettir les membres de « chambres de compensation réglementées » aux obligations imposées aux membres ainsi qu'à celles en matière de valeur nette qui y sont prévues. Les modifications apportées au sous-paragraphe *c* du même paragraphe visent à s'assurer que les clients ou les fonds d'investissement des sociétés inscrites ne recourent qu'à des « chambres de compensation réglementées » pour les opérations sur marge lorsque, conformément aux obligations qui y sont actuellement prévues, il serait plus avantageux pour eux d'y recourir plutôt qu'à un dépositaire canadien.

Nous avons également modifié le paragraphe 2 de l'article 14.6.1 pour étendre son champ d'application à d'autres types d'opérations sur marge autorisées, à savoir les opérations sur « dérivés visés compensés ».

Annexe

L'annexe suivante est jointe au présent avis :

- Annexe A – Adoption du règlement

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean

Directrice de l'encadrement des intermédiaires
Autorité des marchés financiers
Tél. : 514 395-0337, poste 4801
Sans frais : 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Ami Iaria

Senior Legal Counsel, Legal Services
Capital Markets Regulation Division
British Columbia Securities Commission
Tél. : 604 899-6594
1 800 373-6393
aiaria@bcsc.bc.ca

Heather Currie

Legal Counsel, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tél. : 403 592-3054
heather.currie@asc.ca

Liz Kutarna

Deputy Director, Capital Markets
Securities Division
Financial and Consumer Affairs
Authority of Saskatchewan
Tél. : 306 787-5871
liz.kutarna@gov.sk.ca

Chris Besko

Director, General Counsel
Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
Tél. : 204 945-2561
Sans frais (au Manitoba) : 1 800 655-5244
chris.besko@gov.mb.ca

Leigh-Ann Ronen

Legal Counsel, Compliance and
Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Tél. : 416 204-8954
lronen@osc.gov.on.ca

Brian W. Murphy

Manager, Registration & Compliance
Nova Scotia Securities Commission
Tél : 902 424-4592
brian.murphy@novascotia.ca

Jason L. Alcorn

Conseiller juridique principal
Commission des services financiers et des
services aux consommateurs
(Nouveau-Brunswick)
Tél : 506 643-7857
jason.alcorn@fcnb.ca

Steven Dowling

Acting Director
Consumer, Labour and Financial
Services Division
Justice and Public Safety
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
Tél. : 902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Renee Dyer

Superintendent of Securities
Service NL
Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
Tél. : 709 729-4909
reenedyer@gov.nl.ca

Jeff Mason

Directeur du Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
Tél. : 867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

Thomas Hall

Surintendant des valeurs mobilières
Bureau du surintendant des valeurs
mobilières
Ministère de la Justice
Gouvernement des Territoires du
Nord-Ouest
Tél. : 867 767-9305
tom_hall@gov.nt.ca

Rhonda Horte

Deputy Superintendent
Bureau du surintendant des valeurs mobilières
du Yukon
Tél. : 867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

ANNEXE A

ADOPTION DU RÈGLEMENT

Les modifications relatives à la garde seront mises en œuvre de la manière suivante :

- sous forme de règle en Alberta, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Nunavut, en Ontario, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon;
- sous forme de règlement au Québec;
- sous forme de règlement de la commission en Saskatchewan.

En Ontario, les modifications relatives à la garde, ainsi que les autres documents requis, ont été remis au ministre des Finances le 7 mars 2019. Le Ministre peut les entériner, les rejeter ou exiger qu'elles soient réétudiées. Si le ministre les approuve ou ne prend pas d'autres mesures, elles entreront en vigueur le 12 juin 2019.

Au Québec, les modifications relatives à la garde sont prises sous forme de règlement en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et doivent être approuvées, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique. Il est également publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers.

En Colombie-Britannique, la mise en œuvre des modifications relatives à la garde est subordonnée à l'approbation du ministre compétent. Si toutes les approbations nécessaires sont obtenues, elles devraient entrer en vigueur le 12 juin 2019.

En Saskatchewan, la mise en œuvre des modifications relatives à la garde est subordonnée à l'approbation du ministre compétent. Sous réserve de cette approbation, elles entreront en vigueur le 12 juin 2019 ou, ultérieurement, à la date de leur dépôt auprès du registraire des règlements.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11°, 26° et 34°)

1. L'article 14.6.1 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10) est modifié par le remplacement des paragraphes 1 et 2 par les suivants :

« 1) Dans le présent article, on entend par :

« chambre de compensation réglementée » : une chambre de compensation réglementée au sens du paragraphe 1 de l'article 1 du Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale (chapitre I-14.01, r. 0.01);

« contrat à terme standardisé », « dérivé visé », « dérivé visé compensé », « marché à terme », « option négociable » et « option sur contrat à terme » : ces expressions au sens de l'article 1.1 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39);

« 2) Le paragraphe 2 de l'article 14.5.2 ne s'applique pas à la société inscrite dont le client ou le fonds d'investissement a déposé des fonds ou des titres auprès d'un membre d'une chambre de compensation réglementée ou d'un courtier à titre de marge pour les opérations à l'extérieur du Canada sur les options négociables, les options sur contrats à terme, les contrats à terme standardisés ou les dérivés visés compensés lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le membre ou le courtier est membre d'une chambre de compensation réglementée, d'un marché à terme ou d'une bourse, si bien qu'il est soumis à une inspection réglementaire;

b) le membre ou le courtier a une valeur nette supérieure à 50 000 000 \$ d'après ses derniers états financiers audités;

c) selon une personne raisonnable, il serait plus avantageux pour le client ou le fonds d'investissement de recourir à ce membre ou à ce courtier plutôt qu'à un dépositaire canadien. ».

2. 1) Le présent règlement entre en vigueur le 12 juin 2019.

2) En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, si le présent règlement est déposé auprès du registraire des règlements après le 12 juin 2019, il entre en vigueur le jour de son dépôt.

Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations - Custody-Related Amendments

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations.*

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act*, CQLR, chapter V-1.1, and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation.

Additional Information

Further information is available from:

Sophie Jean
Directrice de l'encadrement des intermédiaires
Autorité des marchés financiers
Tel: 514 395-0337, ext. 4801
Toll-free: 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

March 14, 2019

CSA Notice of Publication

Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations

Custody-Related Amendments

March 14, 2019

Introduction

We, the Canadian Securities Administrators (the **CSA**), are adopting amendments (the **Custody Amendments**) to certain custody-related provisions of *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (**Regulation 31-103**).

The Custody Amendments have been, or are expected to be, adopted by each member of the CSA. In some jurisdictions, ministerial approvals are required for the implementation of the Custody Amendments. If all necessary ministerial approvals are obtained, the Custody Amendments will come into force on **June 12, 2019**. Further detail can be found in Annex A of this Notice.

Substance and Purpose

The substance and purpose of the Custody Amendments is to continue to align the permissible custodial practices in section 14.6.1 of Regulation 31-103 with the similar permitted custodial practices for investment funds in subsection 6.8(2) of *Regulation 81-102 respecting Investment Funds* (**Regulation 81-102**). This subsection deals with portfolio assets held as margin for derivatives transactions outside Canada.

Amendments to subsection 6.8(2) of Regulation 81-102 came into force on January 3, 2019 as part of the implementation of the final phase of the CSA's Modernization of Investment Fund Product Regulation Project. This final phase related to the establishment of a regulatory framework for alternative mutual funds (the **Regulation 81-102 Amendments**).

Implementing the Custody Amendments will result in all clients and investment funds of registered firms having the same ability to deposit assets with certain dealers in respect of cleared over-the-counter derivatives.

Background

We published proposed amendments for comment on October 25, 2018 (the **October 2018 Proposal**). The 60-day comment period ended on December 24, 2018. We received no comment letters on the October 2018 Proposal. We made a change to correctly reference the definition of “regulated clearing agency”, but no other changes have been made to the proposed amendments. As this change is not material, we are not publishing the Custody Amendments for another comment period.

Summary of amendments to Regulation 31-103

The amendments are to section 14.6.1 of Regulation 31-103.

We added the definitions of the following terms to subsection 14.6.1(1) of Regulation 31-103:

- “cleared specified derivative”
- “regulated clearing agency”

We amended subsection 14.6.1(2) to permit clients or investment funds of a registered firm to deposit cash or securities with certain members of regulated clearing agencies as margin for certain transactions outside of Canada.

We amended paragraphs 14.6.1(2)(a) and (b) to subject members of “regulated clearing agencies” to the membership and net worth requirements set out in these paragraphs. Paragraph 14.6.1(2)(c) was amended to ensure that registered firms’ clients or investment funds only use members of “regulated clearing agencies” for margin transactions if, as per the existing requirements of this paragraph, it is more beneficial to the client or investment fund than using a Canadian custodian.

We also amended subsection 14.6.1(2) to include an additional type of permitted margin transaction, namely, transactions involving “cleared specified derivatives”.

Annex

This Notice contains the following annex:

- Annex A – Adoption of the Regulation

Questions

Please refer your questions to any of the following CSA staff:

Sophie Jean

Directrice de l'encadrement des intermédiaires
Autorité des marchés financiers
Tel: 514 395-0337, ext. 4801
Toll-free: 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Ami Iaria

Senior Legal Counsel, Legal Services
Capital Markets Regulation Division
British Columbia Securities Commission
Tel: 604 899-6594
1 800 373-6393
aiaria@bcsc.bc.ca

Heather Currie

Legal Counsel, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tel: 403 592-3054
heather.currie@asc.ca

Liz Kutarna

Deputy Director, Capital Markets
Securities Division
Financial and Consumer Affairs
Authority of Saskatchewan
Tel: 306 787-5871
liz.kutarna@gov.sk.ca

Chris Besko

Director, General Counsel
The Manitoba Securities Commission
Tel: 204 945-2561
Toll Free (Manitoba only): 1 800 655-5244
chris.besko@gov.mb.ca

Leigh-Ann Ronen

Legal Counsel, Compliance and
Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
Tel: 416 204-8954
lronen@osc.gov.on.ca

Brian W. Murphy

Manager, Registration & Compliance
Nova Scotia Securities Commission
Tel: 902 424-4592
brian.murphy@novascotia.ca

Jason L. Alcorn

Senior Legal Counsel
Financial and Consumer Services
Commission of New Brunswick
Tel: 506 643-7857
jason.alcorn@fcnbc.ca

Steven Dowling

Acting Director
Consumer, Labour and Financial
Services Division
Justice and Public Safety
Government of Prince Edward Island
Tel: 902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Renee Dyer

Superintendent of Securities
Service NL
Government of Newfoundland and
Labrador
Tel: 709 729-4909
reenedyer@gov.nl.ca

Jeff Mason

Director of Legal Registries
Department of Justice
Government of Nunavut
Tel: 867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

Thomas Hall

Superintendent of Securities
Office of the Superintendent of Securities
Department of Justice
Government of the Northwest Territories
Tel: 867 767-9305
tom_hall@gov.nt.ca

Rhonda Horte

Deputy Superintendent
Office of the Yukon Superintendent of
Securities
Tel: 867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

ANNEX A

ADOPTION OF THE REGULATION

The Custody Amendments will be implemented as:

- a rule in each of Alberta, British Columbia, Manitoba, New Brunswick, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Ontario, Prince Edward Island and Yukon
- a regulation in Québec
- a commission regulation in Saskatchewan

In Ontario, the Custody Amendments, as well as other required materials, were delivered to the Minister of Finance on March 7, 2019. The Minister may approve or reject the Custody Amendments or return them for further consideration. If the Minister approves the Custody Amendments or does not take any further action, the Custody Amendments will come into force on June 12, 2019.

In Québec, the Custody Amendments are adopted as a regulation made under section 331.1 of the *Securities Act* (Québec) and must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance. The regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation. It is also published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers.

In British Columbia, the implementation of the Custody Amendments is subject to ministerial approval. If all necessary approvals are obtained, British Columbia expects the Custody Amendments to come into force on June 12, 2019.

In Saskatchewan, the implementation of the Custody Amendments is subject to ministerial approval. If all necessary approvals are obtained, the Custody Amendments will come into force on June 12, 2019 or, if after June 12, 2019, on the day on which they are filed with the Registrar of Regulations.

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING REGISTRANT OBLIGATIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11), (26) and (34))

1. Section 14.6.1 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10) is amended by replacing paragraphs (1) and (2) with the following:

“(1) In this section

“cleared specified derivative”, “clearing corporation option”, “futures exchange”, “option on futures”, “specified derivative” and “standardized future” have the same meaning as in section 1.1 of Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39);

“regulated clearing agency” has the same meaning as in subsection 1.1 of Regulation 94-101 respecting Mandatory Central Counterparty Clearing of Derivatives (chapter I-14.01, r. 0.01).

“(2) Subsection 14.5.2(2) does not apply to a registered firm in respect of cash or securities of a client or investment fund deposited with a member of a regulated clearing agency or a dealer as margin for transactions outside of Canada involving clearing corporation options, options on futures, standardized futures or cleared specified derivatives if

(a) the member or dealer is a member of a regulated clearing agency, futures exchange or stock exchange, and, as a result in any case, is subject to a regulatory audit,

(b) the member or dealer has a net worth, determined from its most recent audited financial statements, in excess of \$50 million, and

(c) a reasonable person would conclude that using the member or dealer is more beneficial to the client or investment fund than using a Canadian custodian.”.

2. (1) This Regulation comes into force on June 12, 2019.

(2) In Saskatchewan, despite subsection (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after June 12, 2019, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.